

**PAR MOHAMED BOUHAMIDI**  
mbouhamidi2001@yahoo.fr

La presse est revenue sur les prestations présidentielles à Oran. Avis unanime : le président ne s'en laisse pas conter. Il a l'œil et le bon. Dans les articles, on souligne la jubilation du petit peuple. Les gens adorent, en effet, les savons passés aux responsables locaux ou centraux. Cela ne vous rappelle rien de votre vie professionnelle quand un haut responsable tançait le supérieur direct du petit personnel ? Cela provoquait satisfaction. Les commentaires allaient bon train, notamment celui qui relevait que le haut responsable « avait avili » le chef direct. « Rakhsou ! » Et cela s'arrêtait là. Ce mécanisme de la satisfaction par le rabaissement est bien un mécanisme social, il correspond bien à un type de société, la société patriarcale, où la responsabilité demeure du ressort exclusif du chef pas de la délégation populaire ou citoyenne. Cela montre à quel point l'idée de démocratie peine à se frayer son chemin dans nos consciences.

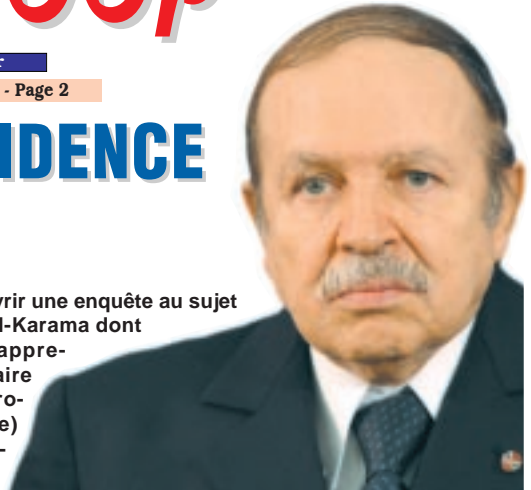
Ce mécanisme, le président, le connaît bien, selon toutes les apparences. Et il fonctionne bien. Alors pourquoi ces articles de presse qui se veulent ouvertement laudateurs reviennent sur la question ? Bien sûr, ces articles visent à convaincre le lecteur quand la démarche du président ne repose pas sur l'exploitation du vieux mythe du bon calife mais relève d'une méthode de travail, d'une perspicacité du chef qui sait voir la réalité au-delà des leurres fabriqués par les responsables centraux ou locaux. Mais en même temps ces articles répètent que le président ne veut plus inaugurer des réalisations déjà inaugurées, des réalisations déjà en service ; ne veut plus inaugurer des bouts d'autoroute ou des trémies. Ils finissent par en arriver à ce constat que la morale d'Etat et l'éthique politique manquent à nos ministres qui auraient dû démissionner. Et que le président ne les limoge pas non plus parce que... il n'a pas de personnel de rechange.

Mais alors, c'est l'impasse ? Mais alors, c'est la crise ? Car de deux choses l'une. Ou bien ces articles expriment la crainte que ce mécanisme s'use et devienne contre-productif ce qui dément tout génie politique. Ou alors le président n'a réellement pas de solution. Dans les deux cas, cette façon de gérer montrera tôt ou tard ses limites. La louange n'arrive pas à réprimer la peur de l'échec et le dépit de la critique. L'aveu, dans ce cas, pèse lourd.

M. B.

## QUAND LA PRÉSIDENTIE ENQUÊTE

La présidence de la République vient d'ouvrir une enquête au sujet d'une mystérieuse société dénommée El-Karama dont le siège est à El-Oued. Cette société, apprenons-nous de bonne source, serait bénéficiaire d'énormes financements dans le cadre du programme GCA (Générale concession agricole) dans plusieurs wilayas du Sud et qui, semble-t-il, se sont avérés être des projets fictifs.



### Le désespoir d'un papa

C'est un papa désespéré qui a tenu à joindre le journal pour raconter l'histoire de son fiston dont la candidature à une formation d'officier de police vient d'être rejetée par les services de la DGSN au motif qu'il lui manquait... une dent, et donc, décrété inapte. Et ce qui fait justement le désespoir du papa, c'est que son fils a perdu sa dent récemment du côté de Boumerdès alors qu'il menait une opération antiterroriste avec les forces de l'ANP au sein desquelles il vient de passer son service militaire et qui, visiblement, ne l'ont pas démobilisé suite à la perte de sa dent.

### Mira demande la levée de son immunité

Smâil Mira, patriote et député, s'est présenté hier matin au siège de l'APN afin d'y déposer une lettre adressée au président de l'Assemblée dans laquelle il sollicite la levée de son immunité parlementaire.

Ce patriote, devenu la cible de tous, souhaite ainsi faciliter le travail des services de sécurité et de la justice, suite à la mort, par balles, d'un jeune homme dans des circonstances qui restent à déterminer.



### Au bon souvenir d'Ouyahia

La ministre émiratée de l'Economie, Cheikha Loubna El Kassimi, serait revenue à des meilleurs sentiments vis-à-vis de l'Algérie, comme en témoigne sa visite officielle en cours. A en croire des sources diplomatiques, elle tenait en effet rigueur à Alger à la suite d'une précédente visite où elle s'était vue refuser une audience par l'ex-chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia.



UN PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE AGRESSÉ À L'ARME BLANCHE

